

## Economie

**FAMILLE :** Les détails de la réforme du congé parental prévue dans le projet budget 2015 de la Sécurité sociale sont examinés en conseil des ministres mercredi...

### Congé parental: Le partage hommes-femmes, ce n'est pas gagné



Photo d'illustration d'un père et son enfant - ISOPIX/SIPA Nicolas Beunaiche

Créé le 07.10.2014 à 18:26 ; Mis à jour le 07.10.2014 à 18:26

Le gouvernement en remet une couche sur l'égalité entre les parents. Après avoir dévoilé la semaine dernière [sa réforme du congé parental](#), en vue d'impliquer davantage les hommes dans l'éducation de leur progéniture, il doit étudier mercredi en Conseil des ministres [ses modalités de partage à partir du deuxième enfant](#). «Ça peut être 18 mois-18 mois, c'est une option», [a prévenu le ministre des Affaires sociales Marisol Touraine](#). Alors que la quasi-totalité des congés parentaux sont pris par des femmes, ce serait une vraie révolution. Mais la France y est-elle prête?

D'abord, se pose la question des mentalités. En la matière, la France est plus conservatrice que ses voisins d'Europe du Nord. «On n'est pas des Danois», ironise Natascha de Saint-Jean, directrice du pôle accompagnement de [l'institut Great Place to Work](#). Quand, en Scandinavie, le travail apparaît comme «un levier de réalisation», poursuit-elle, il est davantage associé à la notion d'«ambition» en France. Or cette conception est intériorisée par les hommes plus que par les femmes, disent les études. Selon [une enquête de l'Insee de 2013](#), «les pères invoquent plus souvent le risque d'un effet défavorable du congé parental à temps plein sur leur travail ou leur carrière (30%, contre 16% des femmes)». Corollaire de ce chiffre, 46% d'entre eux déclarent que le congé parental à temps plein ne les intéresse pas *a priori*, contre 25% des mères.

## **Un problème d'inégalités salariales?**

Pour changer cet état de fait, «le chemin sera long», disent en chœur les acteurs économiques. Mais la réforme du congé parental pourrait au moins accélérer la cadence. «La loi va dans le bon sens car elle montre aux hommes qu'ils y ont autant droit que les femmes», estime Jérôme Ballarin, président de [l'Observatoire de la parentalité en entreprise](#). «Elle devrait aussi déculpabiliser les hommes réticents à aménager leur temps de travail pour s'occuper de leur enfant, complète la directrice des ressources humaines d'un grand groupe public. Il faudra du temps pour que les mentalités changent, mais le renouvellement des générations va aider.»

Toutefois, le temps ne suffira pas à régler le problème des inégalités salariales. Car au moment de poser un congé pour s'occuper de leur enfant, les parents jettent aussi un œil à leur relevé de comptes. «Un homme qui, en général, est encore celui qui gagne le plus gros salaire dans notre pays ne va pas abandonner son métier», [a rappelé la députée EELV Barbara Pompili](#).

## **Les chefs d'entreprise de plus en plus conscients**

Pour autant, relativise Jérôme Ballarin, il ne faut pas surestimer le poids des inégalités salariales dans la décision du père ou de la mère de se mettre en congé. Si [l'écart moyen entre homme et femme est d'environ 25%](#), «des études chiffrent à 4% seulement [la différence de revenus entre une femme et son compagnon](#), qui viennent souvent du même milieu social». Pour lui, le gouvernement devrait, en revanche, s'attaquer au problème de la rémunération trop faible des congés parentaux. «Mais en période de réduction des déficits publics...»

La clé du partage pourrait finalement se trouver dans les mains des dirigeants d'entreprise. En plus de réduire les inégalités salariales, ils ont en effet les moyens d'agir directement sur les comportements. «Chez Pepsico, illustre Natascha de Saint-Jean, les salariés sont incités à prendre des résolutions pour mieux concilier famille et travail. Cela peut être par exemple partir à 16h une fois par semaine.» Au-delà de cet exemple, 66% des chefs d'entreprise estiment que l'articulation entre vie professionnelle et vie familiale devrait représenter «un enjeu central» d'ici trois ans, [révèle une étude ViaVoice dévoilée ce mardi](#). Soit une hausse de six points par rapport à l'année dernière. Reste à traduire cette prise de conscience dans des mesures concrètes en faveur de l'égalité.